

**TARIF DES ABONNEMENTS**

1 an ..... 96 fr.  
6 mois ..... 50 —  
3 mois ..... 26 —

Les abonnements partant du 1<sup>er</sup> et du 15 de chaque mois

**ANNONCES**

Subsidiés et limitrophes :  
4, rue des Tonneliers, Chalons-s.-S.  
Extra Locale :  
43, rue de Richelieu, Paris

# LE COURRIER

Le Journal de Saône-et-Loire

DE SAONE-ET-LOIRE

L'Echo du Louhannais

QUOTIDIEN RÉPUBLICAIN DU MATIN

ADMINISTRATION  
ET RÉDACTION  
7, rue des Tonneliers, 7  
CHALON-SUR-SAONE

Téléphone : 48  
Télégrammes :  
COURRIER-CHALON

Compte courant postal :  
N° 3919 Dijon

## L'Autriche a vécu

Au soir du 10 avril 1938, l'Allemagne est la véritable triomphatrice de la guerre. Elle a su effacer sa défaite, réduire à sa merci ses vainqueurs, reconstituer l'armée la plus nombreuse du continent, annexer l'Autriche et faire trembler l'Europe. C'est un attristant sujet de méditation pour ceux qui, il y aura bientôt 20 ans, avaient cru que la victoire des alliés assurait pour des années la paix au monde et terrassait définitivement l'impérialisme germanique.

Le « plébiscite » de la Grande Allemagne s'est déroulé comme on pouvait le prévoir. 99.016 % des électeurs allemands sont derrière le Führer. 99.75 % des votants autrichiens ont ratifié l'asservissement de leur pays, la disparition de la séculaire Autriche. Sur 4.284.796 Autrichiens qui ont voté, 4.273.884 ont voté « oui ». Seules les populations montagnardes du Tyrol et du Vorarlberg ont manifesté un semblant de résistance devant la marée allemande qui submerge leur pays.

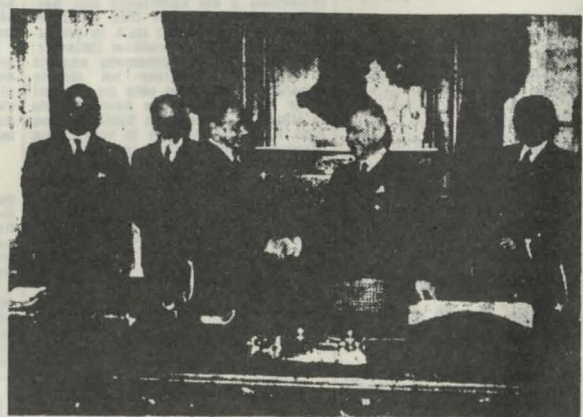
Dans leur sécheresse, ces chiffres ont quelque chose d'effarant. Ou, plutôt, ils auraient quelque chose d'effarant si l'on ne savait comment se pratique une élection sous le « contrôle » des organisations hitlériennes.

Le vote qui vient d'avoir lieu s'est déroulé sous la « protection » de l'armée allemande. Des dizaines de milliers d'Autrichiens dont on redoutait la voix, ont été jetés dans des camps de concentration. On a convaincu les autres par la menace et la délation ; et quand cette préparation a été achevée, on a conduit les électeurs dans un bureau de vote contrôlé par les nazis et on leur a mis dans la main une

## Le Cabinet Daladier se présentera cet après-midi devant les Chambres

Le gouvernement, qui demandera une délégation de pouvoirs limitée, se propose de faire cesser les occupations d'usines

**« C'est sur le consentement général de tous les Français à l'accomplissement de leur devoir que je compte avant tout », a déclaré M. Marchandeu à la presse**



La passation des pouvoirs, lundi matin, au ministère de la Justice, entre M. Paul REYNAUD, nouveau ministre, et M. Marco RUOART, ancien ministre.

l'administration, en vue d'examiner la situation financière et d'arrêter les premières mesures qu'il soumettra aux prochaines délibérations gouvernementales.

Recevant ensuite les représentants de la presse, M. Marchandeu leur a déclaré :

« J'étais parti à Reims et, samedi soir, on n'avait pu me joindre ; c'est seulement hier, dans ma mairie, que j'ai reçu un coup de téléphone de M. Daladier pour me confier la charge dont l'éminent président du Conseil d'hier, M. Léon Blum, a dit qu'elle était la plus exposée.

« J'y reviens à un mois d'intervalle et je n'apprendrai rien à personne en disant que je la retrouve aussi exposée que quand je l'ai quittée.

« Je n'ai pas grande révélation à faire sur ce que sont mes intentions. Chacun comprendra que depuis le mois de mars, mes idées sur la nécessité d'assainir les finances publiques ne se sont pas modifiées.

« Comme l'a si bien dit hier M. Daladier, président du Conseil, le salut du pays se présente comme un bloc et les finances ne sont qu'une partie de ce bloc, puisqu'aussi bien c'est sur elles que réagissent tous

## LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE S'ÉTEND

# Le mouvement de grève a gagné la presque de la métallurgie parisienne

Le nombre des grévistes dépassait hier soir le chiffre de 130.000

Paris, 11 avril. — La troisième semaine du conflit de la métallurgie parisienne s'est ouverte par une recrudescence du mouvement de grève.

Aux usines Citroën, chez Gnome et Rhône et Rosengart, pour ne citer que quelques-unes d'entre les firmes, qui ont cessé le travail, aucun changement n'est à signaler.

**GRÈVE CHEZ RENAULT**

Paris, 11 avril. — Le conflit métallurgique dans la région parisienne a gagné, cet après-midi, les usines Renault à Billancourt.

Il était 16 heures quand le mot d'ordre de débrayer a circulé dans les ateliers. L'occupation des piquets de grève a commencé aussitôt.

**LA PLUPART DES USINES MÉTALLURGIQUES DE LA RÉGION PARISIENNE SUIVENT LE MOUVEMENT**

Paris, 11 avril. — Après les usines Renault, la plupart des établissements métallurgiques de la région parisienne se sont joints au mouvement de grève dans le courant de l'après-midi. Parmi les maisons en grève, signalons notamment :

Lioré et Olivier, à Argenteuil, 2.000 ouvriers ; Moteurs Lorraine, 1.200 ouvriers ; Bloch (aviation) à Courbevoie et à Villacoublay, 1.700 ouvriers ; Moteurs Jaeger, 1.800 ouvriers ; Téalémit, 1.000 ouvriers ; Babcock-Wilcock, Franco-Belge d'Issy-

ques Hobard à Ivry, Delaunay-Belleville à Saint-Denis, Latil et Saurer à Puteaux, Lavalette à Saint-Ouen, Lorraine-Dietrich, etc., etc.

**COMMENT L'OFFENSIVE COMMUNISTE A ÉTÉ MÈNÉE**

Paris, 11 avril. — Selon les directives données samedi par le Conseil central de l'Union syndicale des métaux de la région parisienne, les délégations du personnel des usines métallurgiques se sont présentées aujourd'hui dans chaque entreprise où

n'a pu intervenir un accord sur les salaires.

Elles ont réclamé également la conclusion des conflits et la signature des conventions collectives.

Ce matin, une délégation des usines du Matériel téléphonique de Boulogne-Billancourt, représentant environ un millier d'ouvriers, s'étant présentée à la Direction et n'ayant pas reçu de réponse satisfaisante, les ouvriers ont immédiatement débrayé.

Lire la suite en page 3





enveloppe dont un numéro permet-  
tait de retrouver le soir même l'au-  
tenticité qui aurait été voté selon  
son cœur.

René PRÉTET.

Lire la suite en page 3

## L'élection sénatoriale de la Seine



M. Victor CONSTANT, le nouveau  
sénateur de la Seine.

Paris, 11 avril. — La transmission  
des pouvoirs s'est effectuée ce ma-  
tin, à la présidence du Conseil, ainsi  
que dans les ministères dont les por-  
tefeuilles sont pourvus de nouveaux  
titulaires, sauf au ministère des  
P. T. T. où cette cérémonie a eu lieu  
au cours de l'après-midi.

C'est, à 10 heures qu'a eu lieu la  
transmission des pouvoirs, à l'Hôtel  
Matignon, où, en l'absence de M.  
Léon Blum, légèrement souffrant,  
MM. Vincent Auriol, Février et de  
Tessan ont passé les services de la  
présidence du Conseil à M. Edouard  
Daladier, qui accompagnait MM.  
Camille Chautemps et Raymond Pa-  
nétière.

Ces deux ministres s'installeront à  
l'Hôtel Matignon où M. Daladier s'est  
réservé les bureaux qu'occupait pré-  
cédemment M. Léon Blum.

### LA PRÉSENTATION DU CABINET DE M. DALADIER

Paris, 11 avril. — M. Edouard Da-  
ladier, qui a travaillé toute la ma-  
tinée dans son cabinet, a décidé que  
son gouvernement se présentera de-  
main mardi, à 16 heures, devant le  
Parlement.

La présentation du ministère sera  
précédée d'un Conseil des ministres  
qui se tiendra à l'Élysée, au début de  
l'après-midi, à une heure qui n'est  
pas encore définitivement arrêtée. Il  
est vraisemblable que ce Conseil aura  
lieu soit à 14 h. 30, soit à 15 heures.  
D'autre part, M. Edouard Daladier  
réunira demain ses collègues, à  
11 heures, au ministère de la Guerre.  
Au cours de cette délibération gou-  
vernementale, M. Marchandeaumont  
soumettra au Conseil ses projets finan-  
ciers qui, comme la déclaration mini-  
stérielle, seront définitivement ap-  
prouvés au cours du Conseil des mi-  
nistres de l'après-midi.

Il est vraisemblable que le Gouver-  
nement demandera au Parlement le  
vote d'une délégation de pouvoirs  
pour une durée déterminée et un  
objet précis.

Après le débat devant la Chambre,  
puis au Sénat, probablement jeudi,  
il est vraisemblable que les Chambres  
seront mises en vacances jusqu'au  
milieu du mois de mai.

### ON PRÉVOIT L'ABSTENTION DES SOCIALISTES

Paris, 11 avril. — La présentation  
du nouveau cabinet à la Chambre  
reste, en principe, fixée demain à 16  
heures. Il se peut que l'Assemblée  
commence par examiner le projet de  
création d'une carte touristique pour  
les étrangers.

La lecture de la déclaration sera  
faite au Palais Bourbon par M. Da-  
ladier et au Luxembourg par M.  
Chautemps.

On croit que le président poserait  
la question de confiance sur le renvoi  
à la suite des interpellations.

Il est probable qu'un projet analo-  
gue à celui qui a été déposé la se-  
maine passée serait adopté sans trop  
de difficultés, mais avec une majorité  
différente.

Si le texte était voté dans la nuit,  
il pourrait être examiné par le Sénat  
dès jeudi.

Quelle que soit la procédure, il  
semblerait que le Gouvernement obtien-  
drait les votes de confiance qu'il sol-  
licitera du Parlement ; les groupes  
ne seront cependant appelés à déli-  
bétrer que lorsque les intentions de  
M. Daladier seront connues. On ne  
peut encore préjuger de l'attitude  
socialiste, mais plusieurs des mem-  
bres de ce groupe semblent peu  
enclins à accorder à un Cabinet où  
ils ne sont pas représentés les pou-  
voirs qui ont été deux fois refusés  
à des ministères présidés par leur  
chef, M. Léon Blum.

On considérerait comme probable une  
abstention générale des socialistes ;  
la majorité se trouverait alors éten-  
due vers le centre par l'appoint des  
voix de certains groupes de l'op-  
position : gauche démocratique, Al-  
liance, Démocrates populaires, indé-  
pendants républicains, représentés au  
sein du Cabinet et peut-être même  
une fraction des républicains indé-  
pendants et de la Fédération répu-  
blicaine.

### L'ÉTUDE DES MESURES FINANCIÈRES

Paris, 11 avril. — M. Paul Marchan-  
deau a conféré, à la fin de la ma-  
tinée, avec les divers directeurs de

l'Aviation. Mais c'est surtout  
en matière de finances qu'il est vrai  
que si nous voulons assurer le salut,  
il faut que chacun sache accepter  
toutes les charges en proportion de  
ce que sont ses facultés et ses  
moyens.

Lire la suite en page 3

## Départ de La Vallière pour la tentative de record du monde

New York - Paris



Avant l'embarquement de l'avion, le capitaine de La Vallière et son mécanicien  
procèdent aux dernières vérifications...

De notre envoyé au Havre. — La  
course infernale reprend sur New York  
- Paris... En effet, Philippe de La Vallière  
embarque demain pour New York d'où il  
tentera dès la semaine prochaine un  
nouveau record de vitesse sur la traversée  
de l'Atlantique nord en avion mono-  
moteur. Originnaire de notre département  
(il est né à Chalon en 1894), Philippe de  
La Vallière est devenu un as de l'aviation  
pendant la dernière guerre où, au côté de  
Guynemer, il participa aux exploits de  
l'Escadrille des Cigognes.

Bien sûr la tentative sera particulière-  
ment suivie en Saône-et-Loire. Le record  
actuel est détenu par l'Américain John  
Savage sur Leister-B60 mais le Sirius des  
Français — de conception révolutionnaire  
paraît-il — ne devrait pas avoir de  
problème pour être plus rapide. Le météo  
devrait jouer également un grand rôle et  
des essais radio seront effectués avec des  
paquets pour obtenir les informations  
météorologiques les plus récentes.

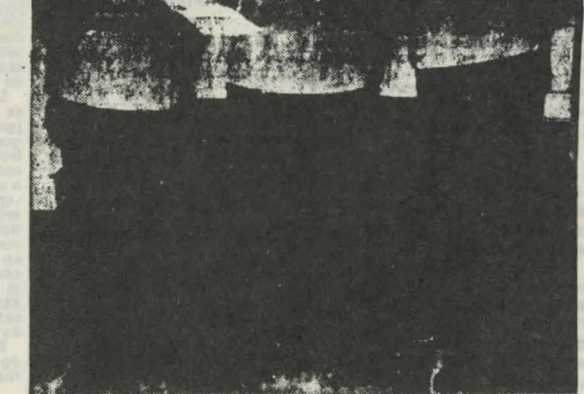
Un point noir cependant, des menaces  
ont été faites aux aviateurs français pour  
tenir de les décourager. En effet, la  
firme qui détient le record actuel ne veut  
pas en être dépossédée. On aurait pu  
s'attendre à plus de fair-play de la part de  
nos amis américains.

Prochain article :  
Préparation d'un record.

PÉPINIÈRES ET ROSERAIES

L. CHAMPION

8, rue du Champ-Gaillard



Le chancelier HITLER, ayant à gauche le Dr GOEBBELS, ministre de la Propagande,  
et à droite, M. HESS, ministre du Reich, à la Chancellerie, à Berlin,  
examinant les résultats du vote.

## LA FIN DE L'AUTRICHE

Le "plébiscite" a donné officiellement  
99.08 % des voix au Führer!

« Une unanimité si excessivement  
astronomique fait que prouver l'usage  
de la force et l'absence totale de liberté »  
écrit un journal anglais

Berlin, 11 avril. — Voici les résul-  
tats officiels provisoires du scrutin  
pour l'élection du Reichstag Grand  
Allemand, communiqués par le  
D. N. B. :

Nombre des inscrits : 49.493.028.  
Nombre des suffrages expr.més  
49.279.104, soit 99,57 %.  
Ont voté pour la liste du Führer :  
48.751.587, soit 99,08 %.  
Ont voté « Non » : 452.170.  
Le nombre des députés élus s'élève  
au total à 813.  
Bulletins nuls : 75.347.  
Ces résultats ont été accueillis par  
un déchaînement d'enthousiasme.

### LA PRESSE ALLEMANDE

Berlin, 11 avril. — La presse de  
lundi matin célèbre unanimement le  
« triomphe » remporté par le Führer  
chancelier à l'occasion du plébiscite.

Le « Voelkischer Beobachter » écrit :  
« La réintégration de la marche orien-  
tale au sein du Reich est devenue  
définitive. Maintenant, il s'agit de  
conservé ce Reich par la force de  
nos poings et de ne l'abandonner à  
personne ».

Le « Neues Wiener Journal » parle  
d'un « oui unanime » et déclare que  
la patrie du Führer est allemande.

Pour le « Neues Wiener Tagblatt »,  
le plébiscite est une « glorieuse pro-  
fession de foi de la marche de l'Est  
pour le Führer ». Dans son commen-  
taire, ce journal ajoute : « Ce ne fut  
pas un plébiscite au sens où l'enten-  
tent les systèmes démocratiques. Ce  
fut une offrande de reconnaissance,  
devant l'histoire du peuple alle-  
mand, devant le Führer du peuple  
allemand, nous, Allemands d'Autri-  
che, nous avons dit : « Oui, mon Füh-  
rer, c'est ta patrie ».

manche est un signal pour le  
monde ».

### A VIENNE

Vienna, 11 avril. — Les rues de  
Vienna ont présenté, tard dans la  
nuit, une grande animation. Mais on  
ne signale aucun incident.

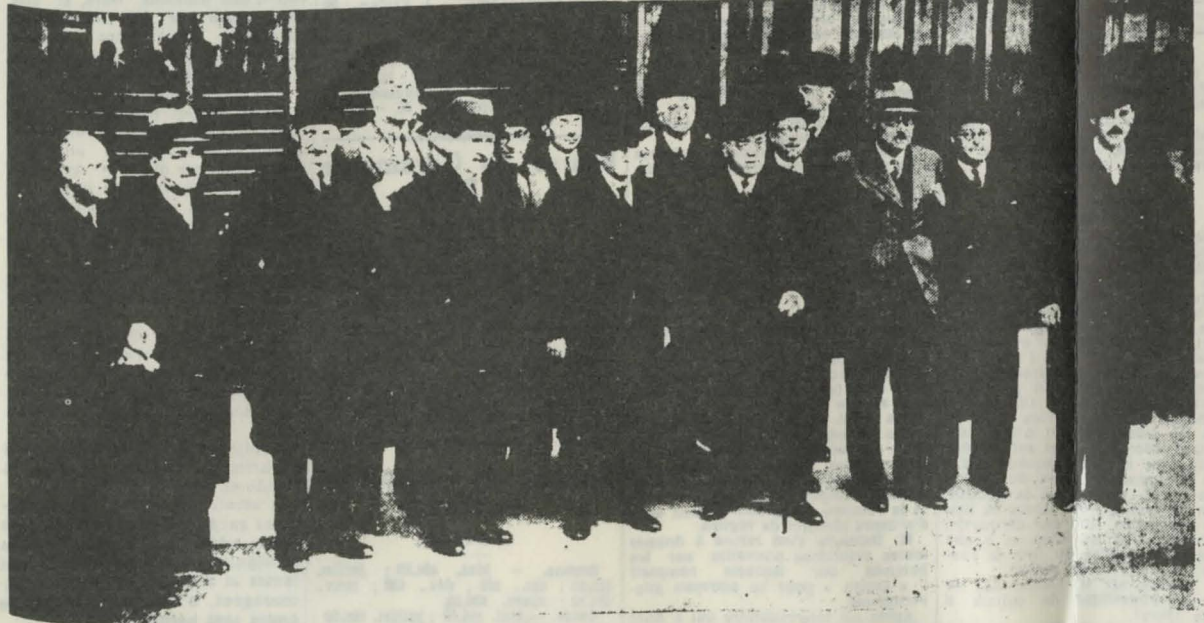
Le journal « Montag » note avec  
satisfaction que le cardinal Innitzer,  
en pénétrant dans le local de vote,  
a salué à l'hitlerienne en levant le  
bras. Après qu'il eut voté, un mem-  
bre de la Jeunesse hitlerienne lui  
épingla l'insigne à l'épave du Füh-  
rer, qui témoigne de l'accomplisse-  
ment du devoir électoral et, en quit-  
tant le local de vote, le cardinal  
Innitzer renouva la même hitlerie.

Certains journaux autrichiens, qui  
paraissent d'habitude le lundi après-  
midi, ont paru dès ce matin, pour  
annoncer à leurs lecteurs le résultat  
du plébiscite, et leurs manchettes ra-  
sument à elles seules l'impression  
causée par ce résultat.

Le « Neues Wiener Journal » parle  
d'un « oui unanime » et déclare que  
la patrie du Führer est allemande.

Pour le « Neues Wiener Tagblatt »,  
le plébiscite est une « glorieuse pro-  
fession de foi de la marche de l'Est  
pour le Führer ». Dans son commen-  
taire, ce journal ajoute : « Ce ne fut  
pas un plébiscite au sens où l'enten-  
tent les systèmes démocratiques. Ce  
fut une offrande de reconnaissance,  
devant l'histoire du peuple alle-  
mand, devant le Führer du peuple  
allemand, nous, Allemands d'Autri-  
che, nous avons dit : « Oui, mon Füh-  
rer, c'est ta patrie ».

Lire la suite en page 3



LE NOUVEAU MINISTÈRE DALADIER. — On reconnaît de gauche à droite : MM. RUCART, QUEUILLE, BONNET, PATENOTRE, CHAUTEMPS, CAMPINCHI,  
REYNAUD, DALADIER, CHAMPETIER DE RIBES, BARRAUT, GENTIN, PROSSARD, ZAY et Guy LA CHAMBRE.



# NOUVELLES DE DERNIERE HEURE

## L'élection de la Seine montre un courant dont M. Daladier pourrait profiter

(De notre rédaction parisienne, lundi, 22 heures.)  
C'est demain, à 4 heures, que le ministre Daladier se présente devant les Chambres. Après la lecture de la déclaration ministérielle, le président du Conseil demandera le renvoi à la suite des interpellations, en posant la question de confiance. Ce sera sa première manœuvre. En même temps, il déposera un projet financier, dont il n'était pas encore absolument sûr, ce soir, mais qui ramporterait une délégation

limités à six mois.  
On parlait de trois mois.  
C'est demain, au Conseil de Cabinet, que la question sera tranchée ; nous comprenons les hésitations de M. Daladier, qui n'a pas besoin de pleins pouvoirs s'il croit posséder les moyens de réaligner l'ordre, et, par conséquent, la confiance.  
M. Léon Blum a eu beau soutenir, l'autre jour, le contraire : les capiteux rentrèrent et sortiront les cachettes, quand il y aura en France un Gouvernement qui gouvernera. Déjà, sur la bonne mine du nouveau Cabinet, les rentes ont remonte, et la livre a baissé. C'est l'indication du crédit que, non seulement les milieux financiers, mais l'opinion publique tout entière accorde au nouveau chef du Gouvernement, sur le bilan méritoire de son activité au ministère de la Guerre depuis deux ans.

Duone en passant qu'à ce point de vue on félicite M. Daladier de ne pas s'installer à l'Hôtel Majestic, où seront les services de M. Chauveau, et de rester dans le cadre des bureaux de la rue Saint-Dominique, qui lui sont familiers, et où il se trouve en contact direct, et pour ainsi dire de tous les instants, avec l'état-major.  
M. Daladier, dans les entretiens qu'il a eus au cours de la crise, a dit qu'il mettrait en tête de son programme l'évacuation des usines occupées. Il y avait à ce moment-là 30.000 grévistes à Paris et dans la banlieue. Ce soir, du fait de la grève avec occupation des usines Renault, ils sont plus de

cette initiative de M. Levillain, qui agissait en plein accord avec son ami M. Loyau, qu'il avait été question de substituer aux quatre candidats anti-communistes.

Ajoutons que, pour fêter la victoire de M. Victor Constant, un dîner fut improvisé, où fraternisèrent MM. Pierre Laval, Levillain, Loyau, Bourre, Torchaussée, etc., c'est-à-dire les représentants de tous les partis anti-marxistes.  
« Ce fut, nous disait M. Tizier-Vignancour qui s'était glissé parmi les convives, une belle manifestation d'Union sacrée ». Il ajouta, en parlant de M. Pierre Laval des gens du Front Populaire, « il leur a donné une belle bonde de cuisine ».

Il faut prendre ici le mot « cuisine » au sens noble, car, précisément dans l'affaire, tout s'est passé au grand jour ; et l'appel de M. Pierre Laval n'a été entendu que parce que lui-même était porté par le courant.  
Ce courant portera M. Daladier, si M. Daladier le veut bien ; ses amis ont dû lui rapporter qu'il n'y avait pour ainsi dire pas de réaction, à la Chambre, de la part des socialistes contre son Cabinet, et que, du côté de la minorité, la réserve qui s'exprime ce soir dans le communiqué de la Fédération Républicaine n'avait rien du préjugé défavorable.

Mais les pleins pouvoirs effraient à juste titre ceux des députés qui ont failli payer de leurs sièges leur approbation des décrets Laval.

M. Daladier ne peut obtenir un blanc-seing des députés que si les socialistes le lui accordent aussi, ou si les socialistes, votant contre le Cabinet, M. Daladier accepte vaillamment la rupture du Front Populaire et le renversement de la majorité.

Un grand journal a publié un graphique qui range dans l'opposition au ministre Daladier, 36 radicaux sur 110. Cette estimation est tout à fait exagérée ; M. Malvy nous disait que tout ce qui pourrait y avoir dans son groupe, ce serait quelques absents par congé.

Ainsi, M. Pierre Cot, qui vient de se marier, à Genève, aura une excuse tout à fait valable ; mais les autres radicaux de Front Populaire pourront difficilement voter contre le président de leur

## Les grèves s'étendent malgré la volonté des ouvriers

Suite de la page 1

### DONT TRENTE MILLE OUVRIERS EN GREVE

Paris, 11 avril. — Le conflit de la métallurgie de la région parisienne, qui samedi et dimanche n'avait pas évolué au cours de la journée.  
Dans la plupart des usines en activité, une délégation avait été nommée pour porter aux directions les revendications ouvrières. Les réponses n'ayant pas paru satisfaisantes aux délégués, les ouvriers d'un certain nombre d'usines de la grosse industrie métallurgique ont cessé le travail vers 16 heures, notamment les usines Renault, dont 35.000 ouvriers occupent les ateliers.

Plus de 130.000 ouvriers métallurgistes sont actuellement en grève.

### AU MINISTÈRE DU TRAVAIL ON ESSAIE DE RESOUDRE LE CONFLIT

Paris, 11 avril. — Des consultations pour mettre fin au conflit de la métallurgie se sont poursuivies au ministère du Travail, où ont été successivement reçus M. Lescaille, président de la Chambre syndicale des constructions aéronautiques, et les délégués ouvriers de l'Union syndicale métallurgique.  
Le ministre recevra demain M. Pottier, représentant patronal des industries métallurgiques autres que l'aviation.

### M. SARRAUT CONFÈRE AVEC M. RAMADIER

Paris, 11 avril. — M. Sarraut, ministre de l'Intérieur, a reçu en fin d'après-midi M. Ramadier, ministre du Travail, avec lequel il s'est entretenu du conflit de la métallurgie de la région parisienne et de la question des occupations d'usines.

### QUAND LE VOTE SECRET EST ADMIS, LES OUVRIERS REPOUSSENT LA GREVE

Versailles, 11 avril. — Les 800 ouvriers de l'usine des Téléphones de Bezons, ont repoussé la grève à une forte majorité par un vote secret.

### LES DÉLEGÉS COMMUNISTES ONT IMPOSÉ LA GREVE MALGRÉ LA VOLONTÉ DES OUVRIERS

Paris, 11 avril. — Le groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne communique :

Les grèves avec occupations déclenchées dans la journée dans une vingtaine d'établissements portés environ à une centaine le nombre d'entreprises occupées employant ensemble 130.000 salariés dont 60.000

## LE GOUVERNEMENT va demander les pleins pouvoirs financiers

Suite de la page 1

« C'est sur ce consentement général de tous les Français à l'accomplissement de leur grand devoir que je compte avant tout, au moment où, avec courage et confiance, je me rejets au travail pour mener à bien ma lourde tâche ».

### LES MESURES FINANCIÈRES

Paris, 11 avril. — Le nouveau ministre réclamera des deux assemblées l'autorisation de prendre par décret, jusqu'au 31 juillet, les mesures propres à assurer la défense de la monnaie, la restauration des finances publiques et le relèvement de l'économie nationale.  
Parmi les moyens envisagés, on cite dès maintenant la suppression de l'amortissement de la dette publique pendant deux ans, la faculté donnée à l'Etat de recevoir de la Banque de France 5 milliards d'avances supplémentaires, l'autorisation d'émettre un emprunt de défense nationale d'un montant de 15 milliards, l'aménagement des tarifs douaniers, etc...

Dans l'éventualité d'un vote favorable les Chambres seront mises en vacances à la fin de la semaine en raison des fêtes de Pâques et seront rappelées dans le courant du mois, après la session des Conseils généraux.

### UN COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION RÉPUBLICAINE

Paris, 11 avril. — Voici le communiqué publié à l'issue de la réunion de la Fédération républicaine :

« Réuni sous la présidence de M. Louis Marin, le groupe de la Fédération républicaine a été unanime pour féliciter M. Victor Constant, président du Conseil général de la Seine et membre du Conseil national de la Fédération, de sa belle élection au Sénat et du fait qu'il a ainsi réuni sur son nom les suffrages de tous les délégués sénatoriaux anticommunistes du département.

Le groupe de la Fédération souligne l'exceptionnelle gravité des grèves qui s'étendent dans la métallurgie parisienne, au mépris des dispositions formelles de la loi du 19 mai 1938, sur l'arbitrage et la révision des salaires. Il décide de réserver son attitude à l'égard du Gouvernement jusqu'à ce que soit connu son programme et ses projets.

Le groupe tient enfin à déclarer

## L'élection sénatoriale

## L'Angleterre demande que la reconnaissance de la conquête de l'Éthiopie soit à l'ordre du jour de la prochaine session genevoise

Genève, 11 avril. — Le gouvernement britannique ayant demandé, dans le note qu'il a adressée au secrétaire de la Société des Nations, l'inscription de la question éthiopienne à l'ordre du jour du prochain Conseil de la Société des Nations, qui se réunira à Genève le 5 mai, le secrétaire général inscrira cette question à l'ordre du jour provisoire qui devra être approuvé définitivement par le Conseil lors de sa prochaine réunion, et il communiquera immédiatement la note britannique aux membres du Conseil et à l'Éthiopie.

### PAS DE SURPRISE

Paris, 11 avril. — La demande du gouvernement anglais d'inscrire la question de la reconnaissance de la conquête de l'Éthiopie à l'ordre du jour de la session de Genève n'a causé aucune surprise dans les milieux diplomatiques français qui ont été informés du cours des négociations anglo-italiennes.

### LE GOUVERNEMENT ANGLAIS INVOQUERAIT L'ARTICLE 10

Genève, 11 avril. — La communication britannique demandant au Conseil de la S. D. N. d'examiner la situation anormale de l'Éthiopie du point de vue international est datée du 9 avril. Elle démontre que cette résolution a été antérieure aux derniers entretiens entre lord Perth et le comte Ciano, ainsi qu'à la constitution définitive du cabinet Daladier.

On bien le gouvernement anglais se propose d'instituer un simple échange de vues au sein du Conseil « sur les conséquences découlant de la situation actuelle en Éthiopie » ou bien il entend obtenir le vote d'une résolution comportant la législation de la reconnaissance ; dans ce dernier cas, l'entreprise s'avère singulièrement difficile.

Le gouvernement anglais serait en faveur d'une formule inspirée de l'article 19 du Pacte d'après laquelle l'Assemblée doit inviter les États à examiner les situations internationales constituant un danger pour la paix.

### AU BRÉSIL

Paris, 11 avril. — M. Bételle, juge d'instruction, a notifié cet après-midi les inculpations d'association de malfaiteurs, importation, détention et transport d'armes de guerre et complicité, aux quatre membres de l'association du C. S. A. R. qu'il avait convoqués. A cet effet, dans son cas-

## Le plébiscite allemand

Suite de la page 1

LA PRESSE ANGLAISE JUCE SEVEREMENT LA COMEDIE

Londres, 11 avril. — Si la quasi-unanimité du plébiscite allemand était destinée, dans l'esprit des organisateurs, à convaincre l'opinion publique étrangère du sentiment profond du peuple autrichien, on peut dire qu'elle a obtenu l'effet opposé auprès de l'opinion anglaise, telle qu'elle est, ce matin, reflétée par la presse londonienne.

Le « Times », qui s'appliquait cependant à montrer tout ce qu'il y avait, à son avis, de naturel dans l'union de l'Autriche à l'Allemagne, arrive à la conclusion que le plébiscite n'aurait en de valeur que s'il s'était déroulé comme le voulait le chancelier Schuschnigg. Ayant au contraire eu lieu à l'ombre des balonnettes allemandes, il constitue, selon le Journal conservateur, le digne couronnement de « méthodes déplorables » employées par les dirigeants nazis depuis le coup de force du mois dernier.

« En tant qu'instrument révélant le véritable sentiment des Autrichiens, écrit de son côté le « Daily Telegraph », le plébiscite n'a pas plus de signification qu'un baromètre dont l'aiguille serait déplacée par la main, non par le mercure.  
« Une unanimité, si excessivement astronomique », loin d'être une force en soi, ne fait, conclut le Journal de droite, que prouver l'usage de la force et l'absence totale de liberté ».

### AUJOUR COMMENTAIRE A VARSOVIE

Varsovie, 11 avril. — Les résultats du plébiscite allemand n'ont causé aucune surprise ni provoqué aucune réaction dans les milieux gouvernementaux de Varsovie. Les journaux se contentent de reproduire les dépêches d'agences et les résultats, sans les commenter.

Dans les milieux politiques polonais, on considère que l'événement de la journée d'hier n'a pas été le plébiscite du Reich, qui n'apporte rien de nouveau, mais la formation du Cabinet Daladier, auquel ils attachent une importance particulière.

### UN « SUICIDE » DE PLUS !

Vienna, 11 avril. — D'après un bruit qui court avec persistance à Vienna, mais dont on n'a pu obtenir de confirmation officielle, le général Zehner, ancien secrétaire d'Etat à la Défense nationale dans le cabinet Schuschnigg, se serait donné la mort.  
Le général avait fait partie des cours martiales qui ont prononcé des condamnations à mort contre certains nationaux-socialistes, impliqués dans les événements qui se sont déroulés à Vienna, en juillet 1934.

## En Espagne

Suite de la page 1

## L'impression à l'étranger

### EN ANGLETERRE

Londres, 11 avril. — Tout en regrettant que les circonstances n'aient pas permis à M. Daladier de constituer un ministère d'Union nationale dont son offre au parti socialiste attestait l'intention, les milieux bien informés britanniques expriment leur satisfaction de voir la crise française rapidement dénouée.

### EN BELGIQUE

Bruxelles, 11 avril. — L'Indépendance Belge « (organe de concentration nationale) estime que « si le Cabinet Daladier n'apparaît pas comme la combinaison ministérielle idéale, il semble de taille cependant à arrêter la France dans sa marche à l'abîme et peut-être à lui faire remonter la pente ».

### EN ITALIE

Rome, 11 avril. — Le Cabinet Daladier est accueilli avec sympathie à Rome, où on se plaît à y voir la promesse d'un retour à une politique réaliste.

L'Agence Stefani écrit :

« Le choix de M. Daladier comme président du Conseil doit être généralement interprété comme une imposition réaliste et non uniquement politique, du problème de la défense nationale. Cette fois, on assure que la défense nationale ne sera pas seulement comprise comme potentiel technique des forces armées, mais aussi comme renforcement financier, stabilisation de l'ordre, intensification du travail, début d'une période de concordance nationale et de mobilisation morale ; mise à jour et révision de la politique internationale, etc. »

## On reparle du C. S. A. R.

Paris, 11 avril. — M. Bételle, juge d'instruction, a notifié cet après-midi les inculpations d'association de malfaiteurs, importation, détention et transport d'armes de guerre et complicité, aux quatre membres de l'association du C. S. A. R. qu'il avait convoqués. A cet effet, dans son cas-



Ce n'est pas encore la grève générale de la métallurgie de la région parisienne, mais c'est une grève très étendue, puisqu'un seul établissement important, les usines Peugeot, n'est pas touché par la grève.

Il est clair que la cessation du travail, chez Renault, ne vient pas des trotskistes ou des pierristes, mais des communistes, qui ont voulu prendre leur revanche, au lieu de l'installation de M. Georges Bonnet au Quai d'Orsay, que de la défaite du candidat communiste à l'élection sénatoriale d'hier.

Ce qui a tout particulièrement irrité les dirigeants du parti communiste, dans cette élection, c'est qu'elle a été une revanche de M. Pierre Laval. On se souvient que celui-ci, resté aux dernières élections sénatoriales, dans la Seine, et élu dans le Pray-de-Dôme, avait opté pour son département natal, et qu'il avait été remplacé, dans la Seine, par M. Clamannus. Hier, il s'agissait de remplacer un néo-socialiste, M. Auray, et les communistes ne doutaient pas du succès de leur candidat, M. Marrane, maire d'Ivry, ancien président du Conseil général, qui était un excellent candidat. L'Humanité avait énuméré les délégués sénatoriaux de Front Populaire et en avait trouvé 730 sur 1.250. M. Marrane n'en a pas moins été battu, et par un membre du Comité de la Fédération Républicaine, M. Victor Constant, parce que les voix de P. U. S. se sont reportées sur lui, à l'appel de M. Pierre Laval, qui a dit aux délégués sénatoriaux anti-communistes qu'ils avaient à choisir entre la paix et la guerre.

Ajoutons que M. Pierre Laval défendait en M. Victor Constant un autre Auvergnat.

Il n'a pas dû manquer de conseils timides pour détourner M. Pierre Laval de se montrer dans cette élection ; il ne les a pas écoutés, et en se jetant dans la bagarre, il a non seulement fait dire son candidat, mais il a donné à l'élection sa véritable portée.

M. Violette et Paul-Boncour ont si bien compris que, pour protester contre la trahison de leur ami politique, ils ont tous deux exposé à M. Marcel Déat leur démission de l'U. S. R., parti fondé par M. Paul-Boncour.

Celui-ci avait permis aux communistes de distribuer aux délégués sénatoriaux des tracts où on lui faisait recommander la candidature Marrane. Mais un conseiller municipal U. S. R., M. Levilain, téléphona à M. Paul-Boncour pour lui dire qu'il se méloit de ce qui ne le regardait pas, et que seule la Fédération de la Seine de l'U. S. R. avait voix au chapitre, dans cette élection. C'est M. Lafaye, député néo-socialiste de la Gironde, qui nous a signalé

A M. Daladier de voir s'il doit exploiter immédiatement cette situation, qui descendrait vite moins favorable s'il laissait se poursuivre les occupations d'usines, ou si, entreprenant de les faire évacuer, ce qui comporte certains risques, il échouait.

Pierre COMPANS

## L'accord anglo-italien serait signé jeudi

London, 11 avril. — On considère que l'accord anglo-italien sera signé jeudi prochain à Rome

## EN ROUMANIE

# UN AUTOCAR pris en écharpe par une locomotive

7 morts, 21 blessés

Bucarest, 11 avril. — Un autocar a été pris en écharpe par une locomotive, à un passage à niveau entre Galatz et Cetatea-Alba, et complètement détruit.

Il y a sept morts et 21 blessés, dont plusieurs très grièvement.

L'accident est dû à la négligence du garde-barrière.

D'autre part, un train de marchandises est entré en collision hier avec la renorque d'une automotrice, à la station de Podu-Iloae.

Dix passagers ont été blessés.

# Le "Front Populaire" en Tunisie 10 morts : tel est le bilan de l'échauffourée de samedi

Le calme revient peu à peu sur le territoire de la résidence

Tunis, 11 avril. — On mande officiellement :

Le calme est complet à Tunis. Quelques actes de sabotage ont été commis dans la région du Cap Bon.

On signale une légère agitation dans la région de Monastir. La situation est normale dans le reste de la résidence.

Le chiffre des victimes de l'échauffourée de samedi s'élève à dix morts parmi les manifestants et un mort dans le service d'ordre. Les obsèques des dix indigènes tués ont eu lieu dans la matinée sans aucun incident.

pour les établissements Renault à Citroën ; les délégués, en présentant des demandes d'augmentations de salaires, n'ont pas caché qu'ils agissaient par ordre. Ils s'en sont, dans de nombreux cas, excusés.

Les directions ont confirmé qu'elles se référaient à l'application de la loi pour la question des salaires. Lors de la question de la convention collective a été évoquée, les directions ont souligné que la convention de 1936 n'ayant pas été dénoncée, reste en vigueur dans de nombreux établissements et la résistance d'une fraction importante du personnel s'est manifestée par des demandes de vote au bulletin secret. Celui-ci a été généralement empêché par les délégués et dans quelques cas, il a pu cependant être organisé ; on note des résultats qui confirment l'impopularité du mouvement.

Plusieurs décisions de continuation du travail ont été prises à la majorité des votants.

## MAJORITE ECRASANTE CONTRE LA GREVE AUX USINES RENAULT

Paris, 11 avril. — La Direction des usines Renault communique la note suivante :

Un vote organisé dans la soirée de lundi parmi les collaborateurs des usines Renault a donné les résultats suivants :

Pour la grève : 874 voix ; contre la grève : 1.922 voix ; bulletins blancs : 25 voix ; blancs : 90 voix ; au total, 3.821 voix.

Ces résultats ont été contrôlés par deux délégués de chacune des organisations suivantes : C.G.T., F.G.M., S.A.C.I.A.T., C.F.T.C. et C.B.P.F. et représentent donc des chiffres officiels.

A titre d'exemple, un bureau de vote installé dans un seul service, et la comptabilité industrielle, a enregistré 436 voix contre la grève, 26 pour la grève et 3 bulletins blancs.

Cette énorme majorité contre la grève justifie le fait que la direction des usines Renault a décidé de continuer ses collaborations à reprendre le travail normalement mardi, à 8 heures. En ce qui concerne l'occupation de l'usine, elle fait remarquer qu'à peine 10 % du personnel ouvrier est resté à l'intérieur des ateliers, soit environ 3.500 ouvriers pour 135 hectares.

# de la Seine sème le désarroi dans les groupes du « Front populaire »

Paris, 11 avril. — A la suite du résultat de l'élection sénatoriale qui a eu lieu hier dans la Seine, MM. Maurice Violette, sénateur d'Eure-et-Loir, ancien ministre ; Paul-Boncour, président du parti ; et Raoul Brandon, député de Paris, ont adressé leur démission de membre du parti à leur secrétaire général de l'Union socialiste républicaine.

## LE CONFLIT S'AGGRAVE ENTRE L'U. S. R. ET LES COMMUNISTES

Paris, 11 avril. — M. Emile Favier, secrétaire général de la Fédération de la Seine de l'Union socialiste républicaine, communique une note où il proteste contre les commentaires parus, ce matin, dans certains journaux, au sujet du résultat de l'élection sénatoriale du 10 avril. Il s'agit des commentaires de « L'Humanité ».

Il ajoute : « Notre Fédération a eu, au cours de cette élection, le souci d'assurer l'élection d'un candidat de Front populaire, et aussi de faire à être victimes des manœuvres de respecter les droits des partis démocratiques, qui se refusent toujours loyaux du parti communiste ».

## DOUBS

### UN ADJUDANT EST ECRASE PAR SA VOITURE

Besançon, 11 avril. — On a découvert, ce matin, aux abords du village d'Avilly, dans l'arrondissement de Baume-les-Dames, une automobile renversée sur le talus d'un chemin vicinal conduisant à la route nationale. Dans ce véhicule, une petite 5 CV, un cadavre gisait qu'on a identifié comme étant celui de M. Gaudin, adjudant au parc d'artillerie du Val-d'Auxon.

Le malheureux avait, en se hissant sous la carrosserie, ou ignoré dans quelles circonstances a pu se produire cet accident.

### UN PIETON EST TUE PAR UNE AUTO

Besançon, 11 avril. — Cette nuit, M. Bourquin, demeurant à Ornans (Doubs), suivait en automobile la route de Dole à Besançon, quand il aperçut entre Dampierre et Saint-Vit, un piéton qui tentait le milieu de la chaussée. L'automobiliste qui roulait à une vitesse qu'il évalue lui-même à 100 kilomètres à l'heure, actionna son klaxon puis freina, mais en passant à hauteur du piéton, il perçut un léger choc et, obliquant à gauche, il jeta sa voiture dans le fossé. M. Bourquin, qui n'avait aucun mal, découvrit alors sur la route une pipe et une casquette, mais il ne put retrouver trace du piéton.

Peu après, on aperçut la gendarmerie de Fraisans qui, après de longues recherches, finit par découvrir, au matin, dans un fossé, et à une trentaine de mètres du lieu de l'accident, le cadavre du piéton.

Ce dernier est M. Dame, âgé de 60 ans, domestique de culture à Evans (Jura).

La gendarmerie de Fraisans poursuit son enquête.

Dions tout de suite qu'il les a laissés tous quatre en liberté provisoire ; ce sont MM. le Dr Marcel Blondin Walter, 42 ans, demeurant 198, boulevard Saint-Germain, qui avait, on s'en souvient, participé à une fourniture de matériel sanitaire découvert lors des perquisitions de la rue Amant ; M. Pierre Plass, ingénieur, 57 ans, demeurant 45, rue de Rennes, qui serait, d'après les renseignements recueillis, le chef d'un des régiments de l'association secrète ; M. Place est le père de l'ingénieur Henri Place qui fut arrêté en septembre dernier et remis un peu plus tard en liberté provisoire. M. André Dorléans, âgé de 40 ans, entrepreneur de peinture, demeurant 67, boulevard de Montparnasse, qui aurait importé une certaine quantité de cartouches et jouait un rôle important dans l'association. Enfin, M. Louis de Gueydon, 48 ans, publiciste, demeurant 15, rue Sausier-Roy, qui aurait dirigé des exercices de tir dans une carrière de Seine-et-Oise.

Les quatre nouveaux inculpés ont choisi comme avocats M<sup>rs</sup> Boudier, Pau, André Vianot et Renouvin.

LE O. S. A. R. WEST QU'UNE INVENTION DE LA POLICE !  
DECLARE M. DELONCLE

Paris, 11 avril. — Interrogé en présence de ses avocats par M. Bételle, juge d'instruction, M. Eugène Deloncle a expliqué que le CSAR n'avait jamais existé et que c'est une invention de la police. En réalité il était le chef de l'OSARN (Organisation spéciale d'action régulière nationale), élément de l'U. C. A. D. pour la lutte active contre le communisme.

M. Bételle lui demandant des détails sur l'organisation de l'OSARN, M. Deloncle a précisé que cette organisation comptait environ 50 membres d'état-major et de liaison ; il a assuré que le général Duseigneur n'en faisait point partie.

En ce qui concerne l'origine des armes, M. Deloncle a affirmé qu'elles provenaient de convois destinés à l'Espagne. Avec la complicité de certains importateurs, les commandes étaient importées et à leur passage en France un certain nombre de caisses étaient l'objet d'adroites substitutions.

Il a expliqué que l'« Osarn » entretenait des rapports de liaison avec l'armée pour l'étude d'un plan défensif commun pour Paris et les grands centres où il y a des noyaux communistes importants.

Il se concerta à plusieurs reprises à ce sujet avec des personnalités militaires.

M. Deloncle a refusé de donner le nom des officiers avec lesquels il était en rapport. Quant à l'origine des fonds de l'association, il a affirmé que les rapports de police qui le représentaient comme ayant touché plusieurs millions étaient absolument fantaisistes. L'« Osarn » n'avait qu'un budget de 400.000 francs. Les autres sociétés secrètes avaient leurs fonds à leur disposition. M. Deloncle a ajouté qu'il connaissait quelques uns de ceux qui ont donné l'argent, mais qu'il pensait n'être jamais amené à révéler leurs noms.

Il a enfin déclaré qu'il avait le ferme espoir de triompher et après avoir soutenu l'armée et repoussé les communistes ils auraient mis en place un gouvernement de Français honnêtes et compétents qui eussent réalié la réforme de la Constitution sans d'ailleurs changer de régime.

M. Deloncle s'est refusé à donner toutes précisions nouvelles sur les hommes sur lesquels comptait l'« Osarn » pour ce nouveau gouvernement.

Après cet interrogatoire qui a duré plusieurs heures, il a été reconduit à la Santé.

Rio de Janeiro, 11 avril. — On mande de Sao Paulo qu'un spectateur ayant crié sans raison « au feu », au cours d'une représentation dans un cinéma, une panique s'est emparée de la foule, qui s'est ruée aux portes pour gagner la rue.

Dans la bousculade, une trentaine d'enfants ont été tués et une centaine blessés.

## Tirages financiers

FONCIERES 1908  
Le numéro 373.633 est remboursé par 100.000 francs.  
Le numéro 410.707 est remboursé par 30.000 francs.  
COMMUNALES 4 % 1931  
Le numéro 1.770.630 est remboursé par 1 million de francs.  
Le numéro 2.434.513 est remboursé par 100.000 francs.  
Les deux numéros suivants sont remboursés chacun par 50.000 francs : 454.114 et 794.489  
Les dix numéros suivants sont remboursés chacun par 20.000 francs : 21.491 66.400 88.639 466 807 553.865 881.983

## MESSAGE PERSONNEL

L'oiseau s'est envolé.  
Les carottes sont cuites.  
R-d-V dim. 19 h - 21/71/189/58

## LES COURSES

HIER LUNDI, A SAINT-CLOUD  
Prix d'Evreux. — 1. Pastel : 18 — 2. Reine de Picardie : 21 — 3. Le Hadjar : 33.  
Prix War Danes. — 1. Denver : 28 — 2. Y. Sabir : 15 — 3. Rhododendron : 14.  
Prix d'Andreey. — 1. Pearlibris : 46 — 2. Irrip : 13.  
Prix Bardanapas. — 1. Eridan : 36 — 2. Fitz : 19 — 3. Athalaric : 50.  
Prix du Gazen. — 1. Asthalé : 39 — 2. Laurier Rose : 22 — 3. Last Post : 19 — 4. Calabraise : 51.  
Prix la Farina. — 1. Rousseleur : 36 — 2. Troilus : 20 — 3. Indiana : 22.

## Bourse de Commerce de Paris

11 avril 1936  
Avoines. — Avril, 130 à 130,50 ; mai, 128,50 ; juin, 129 ; 3 mai, 128,25 à 128,50 ; juillet, 127,25 ; août, 125 ; 3 sept., 124 A. Cote officielle, 125.  
Sucre. — Avril, 294 à 294,50 ; mai, 293,50 ; juin, 293,50 ; 3 mai, 293,50 à 294 ; 3 juin, 293 à 294 ; sept., 293 ; 3 oct., 296,50 ; 3 nov., 297,50. Cote officielle, 293 à 294,50.  
Huile de lin. — Avril, 400 à 405 ; mai, 403 A. ; mai-juin, 410 ; 4 mai, 417 à 421 ; 4 sept., 422 à 427.

## Bourse de Commerce du Havre

11 avril 1936  
Cotons. — Mai, 404,50 ; juillet, 413,50 ; oct., 425 ; déc., 432 ; Janv., 434,50 ; mars, 438,50.  
Cafés. — Mai, 165,50 ; juillet, 166,50 ; sept., 168,50 ; déc., 170,75 ; mars, 173,50.

Les marxistes, pendant leur courte occupation d'une partie du village, ont commis de nombreux excès rappelant ceux que l'on vit au début de la guerre. Ils ont fusillé plusieurs familles dont on a trouvé les cadavres mutilés.

Le général Franco a ordonné d'ouvrir une enquête afin d'apporter aux peuples civilisés une preuve des actes de sauvagerie des troupes rouges.

## DANS LA CHARENTE un incendie détruit 1.500 hectares de bois

Angoulême, 11 avril. — Un incendie d'une extrême violence s'est déclaré dans les communes de Dignac et de Rougnac (Charente). Actives par un vent de tempête, les flammes ont détruit 1.500 hectares de bois.

# L'Autriche a vécu

Suite de la page 1

Devant une telle comédie, on ne peut qu'admirer les quelques milliers d'Autrichiens qui ont eu le courage de voter « non ».

Nous n'aurons pas la fatuité de penser que toute l'Autriche a voté contre son cœur. Le poison hitlérien a fait ses conquêtes ; l'attraction qu'exerce inévitablement un pouvoir fort a agi. Mais nous persistons à penser que si l'Allemagne avait eu confiance dans la voix d'une Autriche libre, si elle avait pensé que les Autrichiens pouvaient sincèrement vouloir l'aneantissement de leur Patrie, elle n'aurait pas couru le risque d'une guerre pour empêcher, par la force, le plébiscite que le chancelier Schuschnigg avait organisé. Mais l'Allemagne avait plus confiance dans ses méthodes que dans le geste d'une Autriche libre.

Maintenant, le drame s'est achevé. Trahie par un ministre félon, abandonnée par ceux qui auraient pu la sauver, l'Autriche a vécu. Et déjà on cherche quelle sera la nouvelle proie de l'appétit allemand.

Il est un chant qui a beaucoup résonné ces derniers jours du Rhin au Niemen, de la Baltique au Brenner ; c'est le chant du culte hitlérien ; et on y entend ceci :

« Aujourd'hui, l'Allemagne nous appartient ; demain, ce sera le monde entier. »

Il serait temps que nous prenions garde à la menace. On ne se donne même plus la peine de nous la déguiser. L'Allemagne, que nos fautes et notre affaiblissement encourageant, n'est pas loin de se croire tout permis.